

introduire sa nouvelle taxe, c'est-à-dire que même l'air que l'on va respirer sera taxé, ce sera encore des milliards et des milliards de dollars, monsieur le Président.

Monsieur le Président, c'est cela le gouvernement conservateur: des taxes, des taxes et des taxes et toujours des taxes.

**Une voix:** Cela coûte cher pour les petits amis de Brian.

**M. Gagliano:** Monsieur le Président, j'aimerais aussi toucher au déficit. Bien sûr que nous voulons réduire le déficit . . .

**Une voix:** Bravo!

**M. Gagliano:** . . . Oui . . . Oui. Mais nous voulons réduire le déficit sans étouffer les Canadiens comme vous le faites!

**Une voix:** C'est là l'intelligence.

**M. Gagliano:** Vous, par exemple, vous prêchez de réduire le déficit, et que faites-vous? Une somme de 41 millions de dollars qui est gaspillée pour contenter le premier ministre (M. Mulroney) pour bâtir un pénitencier dans sa circonscription. Et on pourrait faire une longue liste de tout cela.

Mais pourquoi ne disons-nous pas aux Canadiens la vérité? Vous avez projeté un budget, pouvez-vous expliquer comment il se fait que vous avez 2,5 milliards de plus que le déficit prévu?

Et mon collègue tantôt parlait en disant: On ne connaissait pas la crise du pétrole que nous avons eue dans l'Ouest. Mais si vous vous en souvenez, lorsque nous avons eu le débat sur le Budget, c'étaient là les questions que nous posions au ministre des Finances. Comment pensez-vous que vous pouviez réaliser votre budget quand, à ce moment-là, on avait justement le prix du pétrole qui baissait. Donc, le calcul des taxes, cela ne fonctionne pas?

Pourtant vous le saviez. Vous disiez: Non, non, on va réussir. Mais là, aujourd'hui vous dites: Eh bien, qu'est-ce que vous voulez. On a fait les calculs, mais on s'est trompé. C'est ça, des enfants d'école, monsieur le Président.

**M. Malépart:** Mais, pour les amis des banques, là ils ont de l'argent.

**M. Gagliano:** Monsieur le Président, . . . c'est ça, mon collègue me fait penser aux banques. Les banques et le milliard de dollars, monsieur le Président . . . Cela aurait réduit le déficit, cette somme là!

Hein, les banques, des milliards de dollars, cela aurait réduit le déficit.

**Une voix:** La transaction de la Gulf!

**M. Gagliano:** Le gain en capital, l'exemption de la taxe des gains en capital qu'aujourd'hui même vos amis . . . justement, hier le Conseil économique s'est prononcé en disant qu'on devrait abolir cela. Combien de milliards cela coûtera-t-il aux Canadiens qui auraient pu servir à réduire le déficit? Alors vous voulez réduire le déficit aux dépens des pauvres! Mais vos amis riches, eh bien là, on y met «le paquet». C'est ça la différence entre les libéraux et les conservateurs. C'est que nous sommes pour la réduction du déficit, mais sans étouffer les Canadiens, puis permettre quand même naturellement de vivre. Nous traversons une crise économique. Bien sûr, nous devons . . . le gouvernement est obligé d'intervenir, mais à nous de pousser l'économie. Je viens vous citer un expert, Alain Dubuc de journal La Presse. Justement, vous avez ralenti la

croissance économique, vous avez augmenté l'inflation que nous nous avons baissée.

Parlons un peu de création des 500 ou 600, combien ils sont rendus dans les emplois qui à chaque jour changent . . . Parlons un peu de cela. Je vais justement vous lire quelque chose. Justement encore Alain Dubuc, monsieur le Président. Bien voilà!

Création d'emplois. C'est là le domaine où le gouvernement Mulroney a exprimé sa vérité. De août 1984 à août 1986, il s'est créé 569 000 emplois au Canada, mais les chiffres semblent indiquer que c'était *One shot deal*. Depuis le début de 1986, il ne s'est pas créé un seul emploi. Il y en avait 11 632 000 emplois en janvier. Il y en a maintenant 11 615 000, soit 17 000 postes de moins qu'au début de l'année.

C'est là. Comment se fait-il que tout d'un coup vous avez créé ces 569 000 et qu' en 1986 on n'a déjà 17 000 de moins qu'au début de l'année? C'est très simple. Les libéraux avaient créé un programme Canada au travail. Puis ce programme-là . . .

**Une voix:** Parlez-en de ce programme.

**M. Gagliano:** Écoutez, vous allez prendre quelque chose là. Comment vous manipulez les statistiques? Écoutez là. Comment vous manipulez les statistiques?

Monsieur le Président, l'honorable député, justement, ne veut pas apprendre la vérité.

Alors le parti conservateur arrivé au pouvoir crée son propre programme de création d'emplois et a réduit le projet à 26 semaines au lieu de 52.

En réalité, les mêmes emplois, on les a créés deux fois. Alors, c'est ainsi que vous créez des emplois. C'est là toute la différence. C'est là que vous avez manipulé les statistiques, parce que, maintenant après un an et demi avec ces programmes-là on perd des emplois. C'est cela. Oui. Mais la vérité ça fait mal, et ils sont prêts à l'accepter.

Monsieur le Président, . . .

**M. Malépart:** J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

**M. le vice-président:** L'honorable député de Montréal—Sainte-Marie (M. Malépart) invoque le Règlement.

**M. Malépart:** Monsieur le Président, avant le député de Duvernay (M. Della Noce) était un chef des pompistes, et il est devenu le chef des silencieux. Est-ce que vous lui demanderiez d'écouter religieusement le discours—et le bon discours—qui est fait par le député de Saint-Léonard—Anjou (M. Gagliano) et de ne pas l'interrompre . . .

**M. le vice-président:** Je pense que le député de Saint-Léonard—Anjou est en mesure de faire son discours.

**M. Della Noce:** J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

**M. le vice-président:** L'honorable député de Duvernay invoque le Règlement.

**M. Della Noce:** Monsieur le Président, je pense que mon collègue de Montréal—Sainte-Marie n'a pas de leçon à donner ni à un chef de pompistes, à un Canadien, parce qu'il aurait dû être ici avant pour voir ce qui s'est passé avant le discours . . .